COLL. 8°
468
(1947)

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHEQUE FNSP
1 018 873

L
E
au

Coll. 8° INTON
468
1947
DÉPOT
ANNEXE
SCIENCES POLITIQUES

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE
du Parti Radical

RAPPORT
au Congrès de Nice

18 Septembre 1947

Cole 8° 468 (1947)

IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE
3, rue Sainte-Catherine
1947

4

2332

A. PINTON

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE
du Parti Radical

RAPPORT
au Congrès de Nice

18 Septembre 1947

IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE
3, rue Sainte-Catherine
1947

Edouard HERRIOT

POUR LA FRANCE

Extrait du discours prononcé à Nice, le 20 septembre 1947, au cours du Congrès du Parti républicain Radical et Radical-Socialiste.

. . . . . .

Aussi, puisque je m'adresse en toute liberté à mes amis américains, je leur dis : « Je vous comprends ! Je fais tout le possible pour me rendre compte ! » (Au demeurant, c'est peut-être le tragique de cette affaire, qu'il y ait, dans les rapports de l'Allemagne avec les autres peuples, une note de fatalité tenant à l'importance de sa population.) Je leur dis : « Ce serait une bien grande faute politique si vous laissiez les pays alliés et, en particulier, la France qui a tant souffert ! »

Voyons ! C'est pour la France que je parle ! C'est à elle que nous devons penser ! Sur tout son territoire : à Rouen, à Nantes, à Caen, tout près d'ici, à Sisteron, au centre de la

France, à Orléans, des villes ont été détruites, non pas seulement par les bombardements allemands, mais pour les nécessités de la bataille ! Eh bien ! pour mon compte, je vous demande non pas que l'Allemagne soit affamée, non pas qu'on lui refuse des secours, non pas qu'on lui dénie les moyens de se reconstituer, mais je demande que l'on pense d'abord à ses victimes et en particulier — car c'est non pas seulement mon devoir, mais mon droit — je demande que l'on pense d'abord à la France !

Cette malheureuse France qui a supporté, avec la Pologne, le premier choc ! Qui a succombé parce que les pays les plus puissants ne pouvaient pas manquer de céder, qui s'est rétablie ensuite à force de patience, d'héroïsme, de courage et que l'on ne peut pas abandonner ! Et je crois que si ces pensées étaient exprimées, si ces paroles étaient dites avec la force que l'on pourrait y mettre et avec la pondération que je suis certain d'y introduire, je ne peux pas croire qu'elles ne soient pas entendues des Américains, même avant l'application de ce plan

Marshall qui, selon moi, pourrait avoir l'inconvénient de produire une combinaison artificielle.

Voilà les explications que je voulais vous donner. Vous avez pu voir qu'elles sont légitimes.

« Oui, nous dira-t-on, mais l'Allemagne d'aujourd'hui n'est pas l'Allemagne d'autrefois : elle n'a plus que 35 millions d'habitants. »

Ne vous rappelez-vous pas comment, en des heures tragiques pour nous, la Prusse qui, à ce moment-là paraissait seule, a été le noyau de la réorganisation de l'Allemagne et a, par son seul effort, reconstitué cette Allemagne tout entière ? Qui sait les combinaisons qui pourront se faire ? Qui sait les jonctions qui pourront s'opérer ? Moi, je me méfie ! Et je me méfie, non pas, encore une fois, comme celui qui veut la mort de son prochain ou même de son ennemi mais je me méfie comme un homme qui est profondément ému du sort de la France, de cette France qu'il ne verra peut-être plus longtemps, mais à laquelle il veut avoir apporté, jusqu'au dernier moment, tout ce qui lui reste de forces !

C'est à la France que je pense ! Il ne faut pas avoir peur de la défendre, de parler pour elle ! Je suis bien sûr que les Américains — et d'autres aussi que je ne veux pas nommer — ne craignent pas cette façon de penser !

Ce qui serait ridicule, ce serait de vouloir nous instituer en arbitres, de vouloir même essayer de supprimer entre eux les causes du conflit : je veux pour mon pays une attitude de réserve, de dignité ! Mais je demande aussi qu'en son nom, on parle haut et franc !

C'est pour la France que nous sommes ici rassemblés ! Je ne comprendrais pas qu'elle n'acceptât pas l'invitation au courage que nous lui adressons, nous qui ne voulons pas être des démagogues qui, malgré la diversité de nos opinions, sommes toujours restés — dans nos débats — dans la ligne de la raison, du bon sens et de la légitime discussion !

.....

La Politique Extérieure
DU PARTI RADICAL

Rapport au Congrès de Nice
18 Septembre 1947

Nous voici une fois de plus en face des questions de politique étrangère. Il faut les examiner et dire ce qu'en pense le Parti radical-socialiste, avec cette préoccupation qui fut constamment la nôtre dans le passé et qui doit le demeurer, quoi qu'il arrive dans l'avenir, de servir non les intérêts électoraux d'une formation politique mais uniquement ceux de la nation française.

Dois-je constater que s'il n'est guère de questions aussi importantes, il en est peu qui soient aussi complètement négligées ? J'approuve entièrement M. Paul Reynaud lorsqu'il s'écriait, le 28 juillet dernier :

« Nous perdons une semaine de

débats académiques sur le ravitaillement.

« ... Alors que le charbon qui nous manque et sans lequel il n'y a pas de redressement possible de l'industrie française : c'est de la politique étrangère, alors que le blé qui nous manque, les matières premières qui nous manquent, les dollars qui nous manquent, l'atmosphère de paix ou de guerre qui favorisera ou entravera le redressement français et le redressement européen, c'est de la politique étrangère. »

Je glisserai sur ce qu'on pourrait appeler la complainte de l'anémique commission de politique étrangère du parti que j'eus la tâche combien facile de présider et qui ne put jamais réunir plus de cinq assistants. Mais nous avons le devoir de regretter avec force que le Parlement français, seul de tous les Parlements démocratiques du monde n'ait jamais pu examiner que de loin en loin, et en quelque sorte à la sauvette, des problèmes cependant vitaux pour la Nation. En 1919, les commissions parlementaires étaient tenues au courant presque jour par jour des

progrès de la Conférence de la paix. En 1947, la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la République dut étudier en quelques heures le traité de paix avec l'Italie et l'Assemblée nationale a attendu jusqu'à la fin de juillet pour discuter de la Conférence de Moscou terminée depuis la mi-avril. Encore qu'elle tende aujourd'hui à baisser le caquet. La IVe République est une dame bien sévère à l'égard de sa devancière : il est pourtant quelques exemples que lui donne celle-ci, qu'elle ferait bien de méditer et de suivre.

Comment s'étonner de la carence de l'opinion publique quand le fâcheux exemple lui vient de ceux qui devraient être ses inspirateurs et ses guides ?

Cet exorde était sans doute nécessaire pour obtenir de votre indulgence l'audition patiente d'un rapport trop long, et assurément ennuyeux.

Essayons de passer en revue les faits essentiels de l'année diplomatique écoulée. Mais deux observations s'imposent.

Tout d'abord, rappelons, bien que

cela ne soit guère nécessaire, que la situation diplomatique est difficile. Ce monde torturé et bouleversé par la plus effroyable des guerres, n'arrive pas à retrouver son équilibre. Nationalismes et idéologies opposées continuent de s'affronter avec méfiance et hostilité. Nous ferons nôtres, pour en tirer toutes les conclusions nécessaires, ces paroles de notre ministre des Affaires étrangères:

« L'Europe et le monde se trouvent maintenant en présence d'une situation non désespérée, mais grave, que l'honnêteté de l'esprit exige d'envisager comme telle... » Et de son côté M. Truman parle des amères déceptions des lendemains de la guerre.

Cette gravité s'explique en partie par la deuxième observation que : depuis l'an dernier aucun problème important n'a évolué d'une manière vraiment sensible. Si je vous disais maintenant :

« Vous n'attendez pas de moi que je vous dise que beaucoup de progrès ont été réalisés au cours de ces douze derniers mois dans le domaine de la vie internationale. La soif de

paix et de stabilité des peuples du monde entier est bien loin d'être étanchée ni même en voie d'être satisfaite. Si les hostilités sont terminées, en peut bien dire qu'à la guerre proprement dite a succédé une autre forme de guerre que nous avons, hélas, déjà connue et qu'on a appelée la guerre des nerfs. Qu'il s'agisse de la sécurité collective après la charte de San Francisco, qu'il s'agisse des règlements de la paix en Europe, règlements territoriaux, règlements des réparations, règlements économiques, dans tous ces domaines, bien peu de progrès ont été faits qui se puissent relater. » Il n'est rien dans ces quelques lignes qui date le moins du monde. Elles sont tirées du rapport de l'an dernier de notre ami René Mayer. C'est un hommage, et je le lui rends volontiers, à sa pertinence et à sa perspicacité, mais c'est aussi le témoignage de la permanence des dangers et des difficultés.

La différence que je vois avec l'an passé, et nous n'aurions pas de peine à l'expliquer, c'est que certaines questions cependant fondamentales et qui avaient pu être longuement

évoquées à notre dernier congrès, paraissent, comme en sommeil, parce que nous nous débattons au milieu de difficultés moins permanentes, moins profondes, mais plus immédiates.

Parmi ces questions dont l'opinion publique française, même informée, semble se désintéresser, il en est deux que nous devons au moins signaler au passage, ne serait-ce que pour témoigner que nous n'en sous-estimons ni la gravité, ni l'importance.

Tout d'abord, il n'est plus guère question pour l'instant de l'énergie atomique, de l'arme atomique et moins encore des négociations internationales à ce sujet. Certes, il faut noter que l'expérience de Bikini n'a pas donné tous les résultats, faut-il dire : escomptés ou redoutés ? Mais ce n'est pas une raison pour négliger l'importance de cette affaire. Les Français n'oublient pas qu'ils virent surgir de l'explosion et du feu d'artifice de Bikini un ministre du Ravitaillement qui acheva de désintégrer une administration déjà défaillante ! Certes, nous ne suivons pas tout à fait M. Paul Reynaud dans son apo-

calypse atomique car, avant de sortir, selon son expression, de l'âge de fer, nous croyons qu'il faut y vivre encore un certain temps et, pour commencer, n'y pas mourir.

Mais, affirmons au moins que le gouvernement français n'a pas le droit de se désintéresser de cette affaire et qu'il doit, bien au contraire, la suivre avait un intérêt soutenu, je dirai même passionné.

Il dépend du succès ou de l'échec de l'effort des hommes de bonne volonté que l'énergie nouvelle libérée par les savants soit l'arme maléfique qui achèvera de détruire les civilisations humaines ou devienne au contraite un instrument peut-être décisif du progrès humain. Cela trace notre devoir et la France n'y peut manquer.

Second fait, plus significatif et, à mon sens, plus grave : le dédain de l'opinion (pour ne pas dire plus) à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. J'évoque avec quelle sympathie, avec quelle confiance, l'opinion mondiale suivait, il y a 25 ans, les premiers travaux de la Société des Nations où manquaient cependant

nombre de grands pays. N'est-il pas un peu effrayant de constater aujourd'hui dans quelle ignorance nous demeurons presque tous à l'égard des travaux de l'O. N. U. ?

Cela est dû, sans doute, à l'impuissance, que je veux souhaiter provisoire, à laquelle cet organisme est condamné par les divisions des grands, par les revendications jalouses de nationalismes qui n'en sont pas moins étroits et redoutables, quelle que soit la couleur politique dont ils se parent. Je ne puis me défendre d'évoquer sans pouvoir le situer exactement, ce passage où Anatole France parlant de l'esprit jaloux et étroit, de la susceptibilité excessive des nations et surtout des grandes, se demande ce que serait la vie d'un groupe humain où les individus témoigneraient dans leurs rapports réciproques des mêmes sentiments et des mêmes rigueurs que les nations entre elles.

A cette impuissance contribue dans une large mesure l'abus du droit de veto. C'est un triste record que vient de battre l'U. R. S. S. dans la dernière session du Comité de Sécu-

rité en opposant seize fois son veto aux propositions discutées Le devoir de la France est clair.

Il est de multiplier ses efforts pour que ce grand espoir humain ne soit plus une amère déception.

Notre parti se consacrera d'autant plus à cette tâche nécessaire, qu'il s'honore de compter dans ses rangs, comme son chef, l'homme qui, dans le passé, a fait le plus, avant Briand et avec une pensée plus ferme et plus sûre, pour que cette coopération des peuples, base de la paix du monde, fût pour un temps, hélas trop bref, une réalité tangible et bienfaisante.

Je voudrais, ne serait-ce qu'afin de dégager un peu d'optimisme, et partant, de cette bonne humeur qui vous sera nécessaire pour me suivre jusqu'au bout, évoquer deux questions qui, depuis l'an dernier, ont été réglées. Ou du moins le paraissent, car je dépasserais les bornes permises de l'optimisme en affirmant que le pacte franco-anglais, d'une part, le traité de paix avec l'Italie, d'autre part, règlent définitivement deux as-

pects particuliers mais importants des relations internationales.

Le 4 mars 1947, à Dunkerque, a été signé un traité d'alliance entre la France et la Grande-Bretagne. Il faut nous réjouir qu'un acte officiel, conclu dans la cité martyre, volontairement et symboliquement choisie, vienne sceller la communauté des sacrifices, du courage et des souffrances endurées depuis plus d'un quart de siècle. Mais il ne faut rien y voir de plus. L'alliance franco-britannique en face d'un péril allemand perpétuellement renaissant est à la fois une nécessité et une évidence. Le traité de Dunkerque en porte le témoignage, mais il laisse subsister dans la question de la Ruhr et de la Rhénanie, le seul litige qui puisse nous opposer à l'Angleterre. Il est du moins le gage que ce litige sera abordé avec une égale bonne volonté et cela nous change de l'esprit avec lequel il est maintenant coutume que telles grandes nations, que je ne veux pas nommer, abordent la moindre controverse sur le sujet le plus secondaire.

Presque à la même époque, des

ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

traités de paix ont été conclus avec les satellites de l'Axe. Puisqu'on n'a pas reconnu à la France le droit d'y participer, nous nous abstiendrons d'en parler. Ces traités valent mieux que la situation antérieure, mais on fait preuve, cette fois, d'un optimisme ridicule en supposant que la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie ont pour autant recouvré l'indépendance de leur politique extérieure ou même intérieure. Il nous est difficile de ne pas observer que Moscou a, de l'indépendance des nations entrées volontairement ou non dans son orbite, une conception nettement incompréhensible à notre esprit obtus d'occidentaux capitalistes.

Du moins avons-nous été partie au traité italien du 10 février 1947. Et même a-t-il été ratifié par toutes les grandes nations, et depuis quelques jours entré officiellement en vigueur. On se souvient peut-être des discussions au Parlement français qui motivèrent l'abstention d'une partie de nos amis de l'Assemblée nationale.

En tout cas, ce traité existe et nous commençons à trop savoir qu'il est

plus facile d'engager une guerre que de la terminer par un traité de paix, pour ne pas nous réjouir de l'existence de celui-là. Nous ne dissimulons pas ses imperfections; c'est une œuvre de compromis par laquelle les vainqueurs ont davantage tâché de conclure la paix entre eux à propos de l'Italie qu'avec l'Italie elle-même.

Ce traité est trop dur si l'on admet que le peuple italien n'est pas responsable du fascisme. La question mériterait quelque débat, mais nous devons regarder l'avenir plutôt que le passé. La France, pour sa part, a fait preuve d'un large désintéressement dont nos voisins Italiens ne paraissent pas s'être rendu compte. Et l'on admettra qu'elle y a quelque mérite, surtout dans ce Sud-Est où ne sont pas encore oubliées certaines attitudes et certaines rodomontades.

Nous n'avons pas demandé un centime de réparations cependant légitimes, nous faisons des efforts, nous devrons même en faire davantage, pour que l'Italie recouvre ses colonies antérieures au fascisme. Les rectifications de frontières obtenues par nous, paraissent hors de proportions

avec l'émotion qu'elles ont provoquée dans la presse italienne. Nous sommes au reste prêts à donner encore tous les apaisements nécessaires, et d'abord celui-ci même au lendemain de la fête triomphale qu'a été la prise de possession de Tende et de Brigue par les autorités françaises, que jamais notre parti n'acceptera de laisser incorporer à la nation française des populations qui n'en auraient pas *formellement* et *librement manifesté la volonté*.

Nous souhaitons que cela signifie aux yeux des Italiens, comme aux nôtres, que ce traité de paix, malgré les questions encore si mal résolues, des colonies italiennes, des réparations et de Trieste, ouvre une période de confiant travail en commun pendant laquelle nous pourrons les uns et les autres panser nos plaies et remonter ensemble, grâce à notre union, vers la prospérité et la grandeur perdues.

Et voilà tout pour les questions dont on peut dire, en forçant la bonne volonté qu'elles sont, au moins pour partie, réglées.

Nous en revenons maintenant aux problèmes en travail et dont on ne

peut, à l'heure actuelle, entrevoir une forme quelconque de solution. Ce sont, hélas, les plus importants. Non que je veuille prétendre les évoquer avec l'ampleur et la clarté nécessaires : il y faudrait des jours. Du moins peut-on résumer avec objectivité les deux éléments essentiels de la situation internationale : la question allemande et le sauvetage économique de l'Europe, dont nous verrons au reste combien ils sont difficilement séparables. Mais ni l'un, ni l'autre, ne peuvent être examinés sérieusement, si d'abord nous n'avons projeté quelque lueur sur ce fait capital qui commande tout le reste : *je veux dire l'antagonisme russo-américain.* Car pour toutes les questions, ou peu s'en faut, sont valables ces réflexions d'un journaliste britannique à l'ouverture de la Conférence de Moscou :

« *Il importe de faire une distinction entre les problèmes majeurs des relations soviéto-américaines et, il semble paradoxal de l'appeler ainsi : le problème mineur de l'Allemagne.* »

Certes, de l'existence de ce grave

conflit, il serait absurde d'inférer que la troisième guerre mondiale est en vue, car, à mon avis, ni l'un ni l'autre des protagonistes ne veut la guerre, et l'un d'eux, au moins, est hors d'état de la soutenir.

Mais cette opposition qui risque de gâcher toutes les chances de l'instauration d'un ordre de choses stable et régulier dans le monde, qui compromet le relèvement économique des pays les plus gravement touchés par la guerre, n'est pas seulement l'opposition des deux plus grandes puissances militaires et économiques que la guerre a laissé subsister dans le monde, elle est aussi le débat tragique entre deux idéologies, deux méthodes de concevoir le gouvernement des hommes et l'exploitation des ressources de la terre, je dirai même deux formes de pensée, *deux conceptions de la vie.* Relisez le discours du Président Truman du 8 mars 1947; il est, à mon avis, l'explication la plus décisive.

On conçoit donc la gravité de cette confrontation des deux grands de cette guerre. Ce qui la rend plus dramatique et plus redoutable à nos

yeux, *c'est que l'Europe paraît en être l'enjeu actuel.*

Nous gardons, nous Français, nous radicaux, une large reconnaissance aux deux grands peuples qui, par leur courage et leurs sacrifices, ont rendu possible la libération de la France, mais cela ne nous enlève *rien* de l'obligation de regarder les choses en face et de rechercher d'abord et avant tout, l'intérêt de notre Patrie.

Qu'on nous permette d'insister un peu là-dessus, l'examen des autres questions n'en sera que plus facile et plus rapide.

L'U. R. S. S. en dénonçant avec continuité et non sans succès, le fantôme d'un bloc occidental dirigé contre elle, s'efforce d'empêcher tout effort de coopération et d'union entre les nations européennes. Nous ne nions pas qu'il y ait de la sincérité dans la crainte de ces hommes qui vivent encore la hantise du cordon sanitaire de 1917. Mais parlons franc, l'U. R. S. S. en déclarant combattre pour l'indépendance des nations européennes, entend perpétuer une division qui lui est favorable, et veut écarter du continent européen toute

autre influence que la sienne. Enfin, les dirigeants de Moscou peuvent-ils ignorer que la division de l'Europe, *c'est aussi sa prolétarisation et sa misère et par conséquent la meilleure chance de soviétisation progressive et rapide.* Nous ne pouvons que souscrire à ce passage du discours Truman :

« Les germes des régimes totalitaires sont nourris par la misère et le besoin. Ils se répandent et grandissent dans la mauvaise terre de la pauvreté et de la guerre civile. Ils parviennent à maturité lorsqu'un peuple voit mourir l'espoir qu'il avait mis dans une vie meilleure. Nous devrons faire en sorte que cet espoir demeure vivant. »

On conçoit que cette façon de voir est trop favorable à notre relèvement pour que nous n'ayons la tentation de nous réjouir sans réserve de la disposition d'esprit qu'elle témoigne.

Et que précise ce propos de M. Marschall tenu dès le 1er avril : « Les Etats-Unis reconnaissent que leur responsabilité en Europe continuera et ils tiennent plus à bâtir solidement que rapidement »,

Mais pourquoi faut-il que cet intérêt se manifeste d'abord, non pas chez ceux qui en ont le plus besoin, non pas chez ceux qui moralement le méritent le mieux, mais là où il peut, semble-t-il, servir davantage dans le conflit contre l'U. R. S. S. et favoriser certains intérêts financiers, c'est-à-dire en Allemagne.

Comme nous sommes loin de la nette vision des choses d'un Président Roosevelt qui, dans une lettre lue l'an dernier par notre ami Mayer, voyait si clair et si loin, qu'il faudrait la citer tout entière et dont je dois vous relire au moins ce passage :

« *Il est de la plus haute importance que tout le monde en Allemagne, se rende compte que cette fois l'Allemagne est une nation vaincue. Il faut le faire comprendre aux Allemands individuellement et collectivement de telle façon qu'ils hésitent à déclencher une nouvelle guerre.* »

Hélas, nous avons fait du chemin depuis 1944. Tout se passe comme si, en Allemagne, chacun des trois occupants avait mis à l'entrée de sa zone cette invitation qu'on peut lire, en face des cimetières de mon pays, et

peut-être d'ailleurs, sur la porte de certains bistrots : « On est mieux ici qu'en face ». La France apprécie médiocrement pour sa part, cet humour à la fois engageant et macabre.

Est-il nécessaire maintenant d'insister sur la totale absence de solution apportée à l'un quelconque des éléments dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle le problème allemand. Après l'échec de Moscou, peu de perspectives meilleure se lèvent à l'horizon de la prochaine conférence des ministres des Affaires étrangères.

Réparations, Sécurité par l'occupation, la dénazification, le contrôle industriel de l'Allemagne, par une organisation de la démocratie... Enfin, ces questions non pas plus vitales, mais plus pressantes pour la France, de la Sarre et du charbon... Quel progrès depuis l'an dernier ?

L'incorporation économique de la Sarre nous a été promise par les Anglo-Saxons, refusée ou différée par l'U. R. S. S. Il serait facile de préconiser une action unilatérale à laquelle sans doute nul ne mettrait obstacle, si la France n'était, presque dans tous les domaines, obligée de se présenter

en solliciteur à la porte de ses Alliés.

L'accord sur le charbon signé à Moscou le 19 avril était peut-être une promesse pour l'avenir. Il était aussi la tare, le caillou avec lequel notre Ministre des Affaires étrangères a voulu dissimuler le vide de la valise diplomatique qu'il rapportait de Russie. Les récentes conférences de Londres montrent le peu de cas que nous devons en faire.

Sans nier (et on a peut-être tort de l'oublier) qu'il était difficile d'attendre d'un pays désindustrialisé, des réparations prises sur sa production industrielle, sans contester davantage qu'une forte industrie allemande est vraisemblablement indispensable au relèvement économique de l'Europe, le devoir des hommes d'Etat et de tous ceux dont la voix peut être entendue au delà de nos frontières, est d'affirmer à nos amis anglo-saxons et spécialement américains, que le relèvement de l'économie européenne se fera aussi bien sinon mieux si l'on envoie le coke de la Ruhr vers les hauts fourneaux français, qu'il est en tout cas plus moral et plus juste de penser aux *vic-*

times plutôt qu'aux bourreaux et avant eux, et qu'enfin la France porte assez de plaies saignantes à son flanc pour avoir le droit d'être crue quand elle dénonce, sous tous les camouflages et toutes les étiquettes, la perpétuelle agressivité du germanisme éternel.

Cet antagonisme russo-américain qui empoisonne les questions allemandes, menace d'être presque aussi périlleux dans la dernière affaire dont je voudrais parler maintenant, le relèvement économique de l'Europe, ce qu'on appelle improprement le plan Marschall.

Rappelons-en la genèse.

Le 5 juin, M. Marshall prononce un discours dont la substance, nous dit M. Bidault, que je cite ici, est à peu près la suivante :

« *Donner à tous les Etats d'Europe leur chance de recevoir un secours américain dès lors qu'au lieu de se présenter séparément et vainement suivant toute vraisemblance au guichet des dollars, ils tenteraient l'effort nécessaire pour s'entendre entre eux afin de s'aider les uns les autres. Ce qui leur manquerait encore après*

un tel effort, les Etats-Unis plus aisément seraient disposés à l'accorder. »

Jusqu'au 27 juin, conversations entre les représentants des trois grandes puissances européennes.

Du 27 juin au 2 juillet, conférence des trois ministres terminée par le départ de Molotow.

Du 2 au 12 juillet, la France et l'Angleterre invitent tous les gouvernements européens à assister à une conférence préparatoire à Paris. Après des hésitations : refus des nations satellites volontaires ou involontaires de Moscou.

Les seize nations viennent d'établir, avec le concours des Etats-Unis, le plan de restauration de l'Europe.

Laissons de côté les réactions russes, elles ne sont que trop faciles à comprendre. Je me réjouis de l'unanimité française qui a accueilli la proposition Marshall, car bien entendu il n'a jamais été question de piège occidental et le parti communiste tout entier est derrière son secrétaire général lorsque celui-ci déclare (j'ai dit que je ferai des citations variées :

« Quel Français pourrait ne pas accepter avec satisfaction l'aide de nos amis Américains. Nous ne saurions refuser tout concours qui s'offre à nous pour reconstruire notre pays, pas plus que nous n'avons songé à refuser l'aide que tous nos Alliés nous ont apportée pour libérer la France, ce qui leur vaut de notre part un égal sentiment de reconnaissace. »

Laissons aussi les allusions aux ambitions américaines, aux intérêts américains. Réjouissons-nous au contraire que les Etats-Unis servent leurs intérêts en sauvant les nôtres. Quelle meilleure garantie que leur offre est sérieuse, que leur action persistera et qu'ils ne poursuivent aucun dessein particulier contre l'indépendance des nations d'Europe, au sens du moins où nous entendons, nous autres Français, ce terme d'indépendance.

Il est certes profondément regrettable que trop de pays de l'Europe centrale et orientale aient dû décliner la proposition loyale qui leur était faite. Non seulement parce que cela sanctionne une coupure grave, et je ne puis que reprendre la formule

dont notre ami René Mayer s'est servi à l'Assemblée nationale :

« *Aucun Français, aucun Européen ne peut se réjouir de la coupure qui s'est produite et qu'il déplore.* »

Mais aussi parce que cette partie de l'Europe, à prédominance agricole, est nettement complémentaire de l'autre moitié surtout industrielle. Et que l'Europe doit former un tout économique cohérent pour sortir de ses difficultés.

Qu'on me permette une observation personnelle. La présence de la Russie ne me paraît pas indispensable. Pas pour des raisons idéologiques ou politiques, soyez-en sûrs. Nous avons besoin de la Pologne ou de la Yougoslavie, et cela est sans rapport avec leur régime politique actuel qui ressemble pourtant de fort près à celui de l'U. R. S. S. Mais le monde soviétique forme un tout, comme l'Europe en est un autre. Ces deux « tout » peuvent être solidaires, ils ne se complètent pas. Avez-vous remarqué que les partisans du plan Marshall étendu parlent toujours d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Je vous demande si ce n'est pas ruser avec les

faits ou singulièrement retarder sur l'horloge du temps que d'oublier que le monde russe est maintenant un bloc indissoluble jusqu'au Pacifique et que l'Oural n'y compte pas plus que la moindre de nos collines intérieures.

Nous devons donc accepter le plan Marshall et le mettre en exécution sans négliger cette évidence que le plein succès exige son extension à la plupart de ceux qui n'ont pu ou voulu s'y joindre.

Il y faut, de surplus, trois autres conditions.

D'abord, le plan veut le labeur cohérent de chacun des participants européens afin d'utiliser au maximum ses propres ressources. C'est dire qu'il faut de chacun, de nous Français, comme des autres, un énorme travail de discipline intérieure, en vue de restaurer avec l'autorité de l'Etat, la situation budgétaire et la monnaie. C'est à des convalescents que le plan peut être utile et non à une cohorte de mendiants professionnels qui jouent les paralytiques pour tirer davantage de la pitié et de la charité publiques.

La seconde condition, c'est la question allemande. Le succès dépend de l'équilibre qu'il sera possible de tenir entre les désirs financiers américains, la concurrence de surenchère et de bienveillance des principaux occupants, d'une part, et, d'autre part, les justes revendications et les craintes trop fondées des victimes de l'Allemagne. Souhaitons que notre Ministre des Affaires étrangères sache s'en souvenir.

Il reste enfin cette dernière condition dont je ne sous-estime pas les immenses difficultés qui l'entourent : faire l'Europe, c'est-à-dire ce fédéralisme européen qui, tout en comportant les nuances nécessaires, tout en respectant l'indépendance et la spiritualité de chacun des composants, permette de réaliser ce « Tout » aussi riche que chacun des deux autres en potentiel économique et qui leur sera probablement supérieur en rayonnement intellectuel et moral. Je sais trop bien quelles susceptibilités cette affirmation massive et dépourvue de nuances peut soulever en chacun de vous. Je les éprouve toutes moi-même. Je n'ignore rien de

sacrifices que cela peut impliquer, des modifications dans la structure des sociétés européennes et l'espèce de révolution d'esprit chez les hommes qui l'accepteront. Hélas, il faut nous surmonter nous-mêmes ou périr.

Et je veux refouler l'accusation que cela serait constituer avec je ne sais quels desseins redoutables, ce bloc accidental antisoviétique, dont on nous rabat les oreilles. Etre contre la constitution des deux blocs, est un mot vide de sens, car ils sont aujourd'hui constitués et s'affrontent devant nos yeux, au péril de notre vie et de notre civilisation. Reste à savoir si notre meilleure chance de salut n'est pas de faire que l'Europe cesse d'être un enjeu qu'on discute et bientôt une proie qu'on se disputera. Nous n'entendons être l'aile marchante d'aucune formation antagoniste, ni surtout leur servir de champ de rencontre. J'irai plus loin. Cette fédération européenne, si elle pouvait se réaliser, ne serait-elle pas, entre deux forces rivales, un élément pondérateur et pacificateur dont chacun des associés a payé assez cher le

droit d'aspirer à la paix et d'y tenir de toutes ses forces ?

Que ce soit facile, personne ne le pense. Que les difficultés soient innombrables et à première vue presque insurmontables, je le sais trop bien. Même si je heurte en le disant vos sentiments les plus profonds et les plus respectables, il faudra pourtant le faire ou mourir. Et ce peuple ne peut pas mourir.

Au terme d'un exposé beaucoup trop long et cependant insuffisant, si misérablement incomplet, quelles conclusions pourrions-nous proposer ?

CONCLUSIONS

Le parti républicain radical et radical-socialiste constate que la situation internationale est toujours difficile et que la France ne joue pas dans les négociations diplomatiques le rôle auquel lui donnent droit son passé et ses sacrifices.

C'est pourquoi il déplore que l'opinion publique apporte aux problèmes internationaux une attention insuf-

fisante et il regrette particulièrement la passivité dont le Parlement français (à l'inverse des grands Parlements étrangers) a fait preuve à leur égard. Il souhaite que les représentants du parti dans l'une et l'autre assemblée provoquent, chaque fois qu'il sera nécessaire, de larges débats de politique étrangère.

Nous constaterons avec tristesse que l'O. N. U. poursuit une carrière difficile dans l'impuissance et les divisions. Passionnément attaché aux grandes idées de concorde internationale et d'union des peuples, si magnifiquement défendues depuis vingt-cinq ans par le Président Herriot, le parti devra soutenir de toutes ses forces les efforts qui seront entrepris pour doter enfin l'organisme international de la vigueur et de l'autorité dont le prive l'usage abusif du veto.

Même si elle est aujourd'hui éclipsée par des problèmes plus urgents, la question de l'énergie atomique reste à l'ordre du jour. Le parti pense que la France doit suivre cette affaire avec un intérêt soutenu et multiplier ses efforts pour que cette arme maléfique puisse contribuer à un nouveau

et large développement du progrès humain.

Parmi les décisions internationales de la présente année, il en est deux auxquelles le parti radical porte une attention toute particulière.

Le traité franco-anglais de Dunkerque est un pas nouveau vers l'étroite union avec un grand pays auquel nous sommes désormais liés par la communauté d'intérêts comme par celle des souffrances et du courage. Et le parti radical ne peut laisser passer l'occasion de saluer avec sympathie l'effort héroïque par lequel un grand pays ami s'efforce de sortir de ses graves difficultés.

La paix avec l'Italie peut être le commencement d'une collaboration heureuse entre deux grandes nations. Mais nous ne devons pas oublier que cette paix, dure par certains aspects, ne l'est pas du fait de la France, qui n'a pas demandé à l'Italie un centime de réparations cependant légitimes et qui fait et doit faire tous ses efforts pour lui conserver ses possessions d'outre-mer antérieures au fascisme. Nous pensons que nos amis italiens peuvent s'accommoder, sans inutiles

mouvements d'amour-propre, d'insignifiantes rectifications de frontières et surtout savoir que la France n'acceptera jamais d'incorporer à son peuple une seule population qui n'en aurait d'abord expressément et librement manifesté la volonté.

Les deux points essentiels que nous avons à considérer sont le problème allemand et le sauvetage économique de l'Europe. Mais ni l'un, ni l'autre, ne peuvent être envisagés qu'en fonction du fait le plus grave et le plus dramatique de cette après guerre : l'opposition russo-américaine.

La France ne peut manquer à un devoir d'égale reconnaissance envers les deux grands alliés dont le courage militaire et l'ampleur des sacrifices ont permis sa libération. Elle doit faire tous ses efforts pour amener entre les deux plus grandes puissances actuelles du monde, un peu plus de compréhension et de bonne volonté réciproques sans se faire illusion sur la difficulté d'une semblable mission, et en regrettant en particulier que cette opposition paraisse prendre actuellement l'Europe pour enjeu et rende à peu près inso-

lubles des problèmes cependant essentiels pour l'Europe et en particulier pour la France.

Le Parti Radical déplore l'échec de la Conférence de Moscou. Ni le problème des réparations, ni celui du régime politique de l'Allemagne, ni ceux, vitaux pour nous, de la sécurité, du charbon et de la Sarre, n'ont reçu même un commencement de solution.

Le Parti Radical veut faire confiance aux délégués français qui auront à défendre nos intérêts lors des prochaines conversations internationales, mais il déclare que, sans faire obstacle à un certain relèvement économique de l'Allemagne, peut-être indispensable au paiement de réparations substantielles, comme au rétablissement de l'économie européenne, il n'entend pas consentir sans protestation à une concurrence de bienveillance et de bienfaits à l'égard d'un peuple qui porte dans son ensemble la responsabilité de l'hitlérisme générateur du conflit mondial. Il ne saurait accepter que le relèvement de l'agresseur passe avant celui des victimes et que les questions de

la sécurité, du charbon et de la Sarre soient réglées dans un sens contraire aux droits les plus vitaux et les plus sacrés de la France.

Enfin, le Parti Radical accueille avec reconnaissance le discours prononcé le 5 juin 1947 par le Général Marshall. Il estime non seulement que cette offre est d'un intérêt vital pour les nations européennes, et d'abord la France, mais encore qu'elle est parfaitement compatible avec l'indépendance des nations qui en seraient les bénéficiaires éventuelles. Tout en regrettant que l'intransigeance soviétique ait eu pour effet d'écarter un certain nombre de nations européennes, mais sans se laisser détourner de sa tâche par une cassure qu'il espère provisoire, il est prêt à concourir à son succès.

Mais il croit que le succès n'est possible qu'à deux conditions principales :

1° Un effort intensif du redressement de chacune des nations bénéficiaires qui en feront partie. Et cela suppose pour la France une politique de courage, de travail et d'autorité,

que le Parti Radical estime compatible avec le respect des institutions républicaines et de la démocratie, et auquel il veut s'associer, mais dont il regrette qu'aucun des gouvernements n'ait fait véritablement la preuve depuis la Libération;

2° Ce plan ne réussira que si chacune des nations européennes est prête aux sacrifices indispensables de souveraineté, et à l'élaboration d'un premier embryon de fédération européenne. Et cela ne doit pas signifier que la France entende s'incorporer à l'un ou l'autre des « blocs » antagonistes, mais au contraire, qu'elle veut aider à la création, dans un monde de plus en plus impitoyable aux petits et aux faibles, d'une grande réalité égale aux autres par l'économie et supérieure par la force spirituelle, qui sera capable de jouer ce rôle d'élément pondérateur dont l'absence est si dangereuse pour le maintien de la paix.

⁂

Je songe à mon pays, à cette France qui a fait de nous des homme

et des citoyens libres. Je la revois dans son passé, au premier rang des nations, moins par l'étalage d'une force soldatesque que par les grandes leçons, les grands exemples, les idées-forces qu'elle prodigua au monde.

La tempête l'a assaillie, dématée, presque démantelée. Au travers des ouragans qui soufflent et qu'elle ne dirige plus, dans le choc de forces qu'elle ne contrôle plus, sans pouvoir, semble-t-il, pour dompter ses démons intérieurs, sans que l'on puisse se persuader que les mains qui la conduisent soient les meilleures et les plus fortes, je crois, et tous, nous devons croire, en l'avenir de la France.

L'humanité, entre une forme de civilisation qui s'achève et une autre qui se cherche et ne peut encore se définir, erre désemparée à la recherche non d'un maître, non d'un chef, mais d'un guide. Le monde porte encore le deuil cruel et jusqu'ici irréparable de Franklin-Delanno Roosevelt, celui qui savait voir loin et juste, bien au delà des intérêts immédiats de sa propre nation et qui

s'est mis, jusqu'à la mort, au service de la grande cause de la Liberté et de la Justice.

Et cependant il me semble que cette voix qui s'est éteinte peut renaître, non plus dans un homme mais dans un peuple tout entier et ce peuple — vous pardonnerez cette fois mon optimisme — c'est le nôtre; c'est la France.

La mission de la France n'est pas la recherche, pour l'instant vaine, d'une bruyante politique de puissanse. Ce n'est pas même la revendication d'intérêts matériels si légitimes soient-ils.

La mission de la France, physiquement affaiblie par une guerre impitoyable dont elle a seule souffert le premier poids, et plus encore peut-être parce qu'elle n'a pas encore retrouvé confiance en ses destinées, c'est, à force de raison, d'idéalisme, de désintéressement aussi, de dégager la voie dans laquelle l'Europe d'abord, le monde ensuite, doivent s'engager s'ils ne veulent par périr.

Vaines idéologies, diront les tenants d'un matérialisme, historique ou mercantile. Il n'importe. Parce

que la France a cru aux idées, de Jeanne d'Arc au Soldat de Verdun, elle a surmonté les pires aventures. Parce qu'elle y croit encore, parce qu'elle y croira toujours, elle sortira de l'abîme. Et la dernière chance de l'humanité, c'est que le rayonnement de la France soit assez grand pour que cette humanité entière la comprenne et la suive.

A. PINTON.

Imprimerie Nouvelle Lyonnaise, 3, r. Ste-Catherine